



Depuis des semaines, vos représentants CGT, SOLIDAIRES et FO se battent pour protéger les agents de la DDFiP du Var contre les risques liés au Covid-19.

C'est un peu contraint et forcé que le DDFiP a dû tenir 8 réunions (présentiel puis audio) sur la situation dans le Var. En effet, un droit d'alerte avait été déposé le 18 mars par les représentants au CHSCT.

Le Ministre DARMANIN a décidé du début de la campagne Impôt sur le Revenu à compter du 20 avril malgré la demande de report demandée par les syndicats au niveau national.

Les représentants CGT, SOLIDAIRES et FO ont donc demandé la convocation d'un CHSCT avant la date du 20 avril.

Celui-ci s'est finalement tenu en audio-conférence ce vendredi 17 avril de 9h30 à 12H.

En préambule, les représentants CGT, SOLIDAIRES et FO ont réitéré la demande de report de la campagne IR. Cette demande était d'autant plus justifiée que le Président de la République venait d'annoncer le lundi, la poursuite du confinement jusqu'au 11 mai 2020.

Le report de la campagne n'est évidemment pas du ressort du DDFiP mais celui-ci a tout de même justifié la position du Ministre (contraire à celle du Président de la République) en affirmant qu'il était vital de commencer dès le 20 avril ! Il est vrai que dans beaucoup de secteurs, la reprise d'activité devient vitale malgré le confinement et des mises en danger de salariés. Les Finances Publiques n'échappent apparemment pas à la règle !



Signez la pétition <http://chng.it/L8RmncwJzL>
« NOS VIES VALENT MIEUX QU'UNE CAMPAGNE IR »

Sur le papier, tout va bien se passer. Les agents n'ont qu'à aller sur Ulysse Var pour s'en rendre compte ! C'est d'ailleurs une obligation car le DDFIP affirme partager sa responsabilité avec les agents. Faux ! Juridiquement c'est l'employeur qui est responsable de la santé au travail !

Que prévoyaient les documents qui nous avaient été communiqué la veille du CHSCT ?

Un effectif de 50% de présents dans les SIP et à peu près la même chose pour les PCRPs qui devaient venir un jour sur deux. Cette présence physique est « nécessaire » à cause des contraintes techniques du téléphone, seul lien direct avec les contribuables en dehors des mails. L'impossibilité de transférer les appels implique de répondre directement depuis les services !

Actuellement, grâce aux interventions syndicales, nous étions parvenus à une présence physique d'environ 20% des agents. La campagne va donc provoquer un retour au travail de nombreux agents des SIP et des PCRPs.

Après débat, il a été acté :

- pas de différence au sein des SIP entre RCT et Gestion pour la mise en œuvre des rotations ;
- PCRPs mobilisés (sur la base du volontariat) qu'à compter du 27 avril et en fonction des flux. Donc les agents ne doivent être appelés à venir que si le flux des appels le nécessite vraiment ;
- appels entrant transférables sur les postes de travail des agents en lieu et place des pôles téléphoniques, l'environnement acoustique, phonique et lumineux favorisant de meilleures conditions de travail ;
- des agents mobilisés en fonction des flux d'accueil (tel + mail) et de dépôt de déclaration ;
- DIRCOFI mobilisées sur délestage éventuel des Centres de contacts ;
- BDV mobilisées sur les e-contacts ;
- PCE mobilisés sur les anomalies résiduelles du fond de solidarité aux entreprises ;
- distanciation minimale de 2 mètres entre les agents sur leur poste de travail (attention à certaines marguerites) et 1 mètre en circulation.

Mais aussi :

➤ signalement des agents touchés par le covid-19 auprès médecin de prévention avant toute reprise. C'est un changement radical de la part de la direction puisqu'elle renvoyait au bon sens de chacun jusque-là.

➤ pas d'avenant au contrat d'ONET, ni d'heures supplémentaires pour les « berkanis » en ce qui concerne les prestations de ménages ; cela, malgré les circonstances de crise sanitaire et les demandes unanimes des syndicats représentatifs au CHSCT. Là aussi, on doit faire confiance dans l'intelligence collective : les consignes ont été données, les produits distribués, les portes doivent rester ouvertes. Le problème n'est pas une question de temps de travail ! Il y a moins d'agents donc le temps doit être réorienté sur les autres tâches (poignées de porte, sanitaires, etc.).

➤ pas de gel à l'entrée des services à cause du risque de vol.

➤ pas de masques sauf pour les personnels en contact avec le public. Une dotation a été réceptionnée, mais on attend les consignes pour les diffuser. Heureusement que la solidarité existe et que des visières peuvent être distribuées. Mais il paraît que ça sert à rien dans les bureaux, tout comme les dépistages au covid-19 vu que les tests ne sont pas fiables. Bizarrement, les ouvriers intervenant à J.Brel sur Draguignan seront dotés, eux, de masques (le chantier est relancé).

➤ mesures barrières rappelées par des affichages et diffusions d'infos (obtenus non sans difficultés)

À la demande de rappel des mesures à prendre dans les services, le DDFiP, comme à son habitude a été dédaigneux vis-à-vis des agents considérant que les consignes sont sur ULYSSE et que cela suffisait ! Les agents sont des adultes et il fait confiance à l'intelligence.

Mais comment les agents ne pourraient-ils pas être perturbés tant les **IMBÉCILES** ont été nombreux à se succéder sur les plateaux télé depuis des semaines. Des Ministres nous expliquaient qu'il ne fallait pas de masques ! Tout cela pour cacher le scandale français du manque de masque y compris pour les soignants, scandale toujours à l'œuvre en ce moment même ! Idem pour les tests !

On nous a dit qu'il fallait une distance d'1 mètre entre les personnes pour éviter d'être contaminé alors que la DGFIP préconise aujourd'hui une distance de 2 mètres au bureau !

On pourrait énumérer une longue liste de changement du discours officiel au fil du temps.

À noter que le DDFiP n'a voulu traiter que l'aspect sanitaire de la campagne. Il n'était pas question d'évoquer les missions.

Enfin, nous sommes revenus dans le cadre des questions diverses sur le véritable racket opéré par l'administration sur les **congés et RTT** des agents des Finances Publiques.

Quelle que soit la position administrative des agents, la situation est difficile pour tout le monde. Les agents confinés ne sont pas en vacances, tout comme les parents qui font la classe à leurs enfants !

Mais la cerise sur le gâteau, c'est la possibilité de prélever ces jours à des agents qui ont télétravaillé !

Merci patron !

En réponse, le loyal DDFiP appliquera l'ordonnance **avec toute la rigueur nécessaire** même s'il avoue que cela sera compliqué et que cela créera des tensions lors de la reprise à la fin du confinement.

Une note DGFIP doit paraître mais tout « partira » de SIRHIUS et du positionnement de chacun.

Vu les situations très hétérogènes, cela promet d'être rock and roll !

Dernier point, la prise en charge des **frais de restauration**. Là aussi, on attend une note DGFIP, car la question du justificatif sur la période du 16/04 à la fin du confinement, pose problème quand les restaurants et autres snacks sont fermés et qu'il est recommandé de limiter ses déplacements ! À suivre.

Cerise sur le gâteau, nous apprenons ce lundi en fin d'après-midi que le Seigneur Rothé interdit aux représentants des personnels au CHSCT de circuler dans les services afin de mener à bien leur mission de contrôle des mesures pour faire face au COVID19. Belle hypocrisie de celui qui fait semblant de s'inquiéter de la santé des agents mais qui va tout faire pour passer outre en masquant la réalité !

Nous en appelons aux agents pour nous tenir informés de tous les problèmes, le DDFiP ne fera pas taire pas vos représentants !